

De la crispation ethnique à l'identité nationale : le cas de la Slovaquie

Micheline de Sève

Numéro 28, automne 1995

Autodétermination dans les sociétés plurinationales

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/040006ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/040006ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (imprimé)

1703-8480 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

de Sève, M. (1995). De la crispation ethnique à l'identité nationale : le cas de la Slovaquie. *Politique et Sociétés*, (28), 87–108. <https://doi.org/10.7202/040006ar>

Résumé de l'article

La revendication de souveraineté nationale est apparemment en opposition avec la tendance contemporaine à l'homogénéisation des cultures et à la fusion des États dans des unités supranationales. À partir de l'évolution récente de la Slovaquie et à propos de sa séparation d'avec l'État tchécoslovaque, il apparaît que le rapport entre démocratie et nationalisme ne présente pas que des aspects négatifs. L'accès à l'indépendance peut aussi marquer le début d'une prise de responsabilités directe et amorcer la transition vers un débat démocratique pluraliste à condition de renoncer à l'unité défensive et à la crispation identitaire. C'est le cas de la Slovaquie, petite nation obnubilée par sa dépendance politique ou culturelle à l'égard d'une grande nation-soeur.

DE LA CRISPATION ETHNIQUE À L'IDENTITÉ NATIONALE: LE CAS DE LA SLOVAQUIE

Micheline de Sève

Université du Québec à Montréal

Sous l'impact de la révolution technologique, l'instantanéité des communications contemporaines et la globalisation des échanges semblent conduire inexorablement à l'homogénéisation des cultures, du moins sur le plan du développement économique. Il convient cependant de rappeler que l'internationalisation procède par accords librement consentis entre des partenaires souverains, seuls les acteurs nationaux étant admis à la table des décideurs mondiaux. L'aspiration, d'une part, à former des unions postnationales et la recrudescence, d'autre part, des mouvements de revendication identitaires sont des tendances apparemment paradoxales. Ce sont là les deux faces de l'accès à la modernité dans les conditions du jeu politique contemporain. En ce sens, comme le reconnaît Alain Touraine dans son important ouvrage consacré à la démocratie, «La défense de la société nationale face au libre-échangeisme mondial est nécessaire, et rien n'autorise à identifier la démocratie avec la globalisation économique et les stratégies géo-économiques des grandes puissances; mais cette défense de la société nationale est pervertie dès lors qu'elle devient création autoritaire d'une communauté nationale¹».

Au moment de l'accession de la Slovaquie à l'indépendance, le 1^{er} janvier 1993, on craignait vivement la naissance d'une création du type dont parle Touraine. Peu d'observateurs voyaient d'un bon œil la prétention de cette petite nation à se transformer en un État indépendant viable, et la plupart s'attendaient à ce que la République slovaque rejoigne le camp des communautés nationales crispées sur leur «complexe identitaire». Propulsée très vite et quasi par accident au rang d'État souverain, la jeune république faisait face à la consternation, sinon à l'hostilité, d'une communauté internationale

1. Alain Touraine, *Qu'est-ce que la démocratie?*, Paris, Fayard, 1994, p. 274-275.

Micheline de Sève, Département de science politique, Université du Québec à Montréal, case Postale 8888, succursale Centre-ville, Montréal, Québec, H3C 3P8

désagréablement surprise par ce qu'Alain Minc qualifiait de «vengeance des nations» après la chute du mur de Berlin².

Un parcours laborieux

Sur le plan économique, le divorce d'avec la République tchèque laissait la Slovaquie dans une situation catastrophique, que les aléas d'une restructuration politique majeure, joints à la méfiance des milieux de la finance internationale, risquaient de précipiter dans une récession brutale. Sur le plan politique, la position dominante du premier ministre Vladimír Mečiar, son autoritarisme et son mépris des mécanismes de consultation de l'opinion publique auguraient mal des chances du nouvel État de poursuivre sa transition vers le pluralisme institutionnel et la réanimation d'une société civile différenciée. Sur le plan culturel, le repli sur le particularisme slovaque et la tendance à interpréter les faits sur le mode de la victimisation et, donc, à rejeter sur les autres – en l'occurrence les Tchèques – la responsabilité des malheurs de la nation inclinaient la Slovaquie à la passivité. Une culture du ressentiment risquait de bloquer le sens de l'initiative civique et d'accentuer la crispation identitaire face aux obstacles rencontrés en chemin. Enfin, les paris sur l'orientation du nouvel État étaient ouverts: celui-ci tenterait-il de renverser la tendance, amorcée en 1989, à se replier vers l'Est, comme semblait l'annoncer la politique économique plus conservatrice du nouveau gouvernement ou bien, sous la poussée des impératifs de la transition, se tournerait-il vers l'Ouest, quitte à justifier après coup le choix tchécoslovaque d'une politique de privatisation et de restructuration industrielle?

La fondation de l'État slovaque s'inscrivait donc dans un contexte éminemment problématique, où le pronostic d'une évolution vers la démocratisation des institutions et de la société apparaissait des plus hasardeux. Alors que la République tchèque pouvait fonder sa renaissance sur la riche histoire de la Bohême, considérée comme le joyau de l'Empire austro-hongrois, et se réclamer de Masaryk et de la première république tchécoslovaque démocratique de l'entre-deux-guerres, la Slovaquie était confrontée à son association avec l'Allemagne nazie pendant la Deuxième Guerre mondiale et à la difficulté de trouver dans son passé récent des événements susceptibles de guider sa transition vers la démocratie. Au départ, il y avait de grands risques de dérapage vers l'instauration d'un régime postcommuniste de type autoritaire, s'appuyant sur la mythification de l'histoire nationale – en particulier de la brève période d'indépendance formelle de 1939 à 1944, d'un État slovaque clérico-

2. Alain Minc, *La vengeance des nations*, Paris, Grasset, 1990.

Résumé. La revendication de souveraineté nationale est apparemment en opposition avec la tendance contemporaine à l'homogénéisation des cultures et à la fusion des États dans des unités supranationales. À partir de l'évolution récente de la Slovaquie et à propos de sa séparation d'avec l'État tchécoslovaque, il appert que le rapport entre démocratie et nationalisme ne présente pas que des aspects négatifs. L'accès à l'indépendance peut aussi marquer le début d'une prise de responsabilités directe et amorcer la transition vers un débat démocratique pluraliste à condition de renoncer à l'unité défensive et à la crispation identitaire. C'est le cas de la Slovaquie, petite nation obnubilée par sa dépendance politique ou culturelle à l'égard d'une grande nation-sœur.

Abstract. The sovereignist claim appears to be in opposition with the contemporary tendency toward cultural homogenisation and the fusion of states into supranational entities. Judging from the recent evolution of Slovakia and specifically regarding its separation from Czechoslovakia, one would say that it does not appear that the relationship between democracy and nationalism presents only negative effects. Accession to independence can also mark the start of taking over direct responsibilities and initiating a transition toward a pluralistic democratic debate on the condition of renouncing defensive unity and identity tensions. This is the case of Slovakia: small nation obsessed by its political or cultural dependence with respect to a large sister nation.

fasciste – et vers la fixation à une définition rigide de l'identité ethnique slovaque, au détriment des minorités tsiganes et hongroises³.

Moins de trois ans ont passé et, déjà, la vulnérabilité du gouvernement Mečiar, obligé de céder le pas à une coalition formée en 1994 par l'ex-ministre des Affaires étrangères, Jozef Moravčík, et qui n'a repris le pouvoir qu'avec 35% des voix aux élections de septembre 1995 – trop peu pour négliger la force de l'opposition – impose de réviser le pronostic ultra-pessimiste d'une inévitable dérive antidémocratique. Tout d'abord, contrairement à ce que prédisaient certains, l'économie slovaque n'a pas sombré. Certes, la situation n'est pas facile: la production a encore décliné; le chômage est resté

3. Voir l'article de Jan Oplatka, «Internal and External Tensions in Slovakia», *Swiss Review of World Affairs*, juillet 1993, p. 4-6.

plus élevé et s'est même accru par rapport à celui de la République tchèque voisine; les investisseurs étrangers ont continué à bouder la jeune république. En outre, selon le bilan très sombre dressé par le président Kováč dans son premier discours sur l'état de la république, le 9 mars 1994⁴, le déficit de la balance commerciale frôlait les 26 milliards de couronnes slovaques et celui du budget de l'État restait «l'indicateur économique le plus négatif».

Ce qu'il convient de noter pourtant, c'est que la détérioration sentie depuis le changement de juridiction a prolongé sans plus le cours amorcé depuis 1989 sous le contrôle fédéral tchécoslovaque. Les tendances observées précédemment se sont accentuées sous le choc de la séparation, mais le jeune État ne s'est pas avéré si mauvais gestionnaire, même si l'accès à la souveraineté l'a obligé à faire face seul, et sans préavis, à une situation économique très défavorable. De fait, nul gouvernement aux prises avec les dinosaures d'une industrie de l'armement et d'un secteur industriel aussi encombrants⁵ n'aurait pu redresser la barre en quelques mois. C'est déjà un succès important que d'avoir évité la dégringolade dans l'abîme de l'hyperinflation que certains attendaient.

Certes, la privatisation n'a pas progressé aussi vite en Slovaquie que dans la République tchèque, où Václav Klaus a maintenant les mains libres pour appliquer sa politique ultra-libérale. Mais contrairement à ce que certains craignaient, la fermeture sur des mécanismes de type protectionniste et le réaligement de l'économie slovaque vers l'Est ne se sont pas produits. Peut-être est-ce en partie attribuable à l'ampleur de la crise en Russie et dans les États successeurs de l'URSS, dont la situation est restée si mauvaise qu'elle interdit la reprise d'opérations commerciales le moins sûres. En l'absence de partenaires solides à l'Est, le premier ministre

4. De larges extraits de ce discours dressant un diagnostic sans complaisance sur la situation globale de la Slovaquie ont été reproduits dans FBIS-EEU, le 10 mars 1994, p. 4 à 8.

5. À la fin des années 1980, entre 10 et 12% de la main d'œuvre slovaque était employée dans la production d'engins militaires, de munitions ou de pièces d'équipement diverses. En arrêtant d'un coup l'exportation «inhumaine» des armes lourdes au début de l'année 1990, le gouvernement fédéral tchécoslovaque a fait perdre à la Slovaquie ses clients sur le marché international au moment «où s'écroulaient aussi les marchés de l'Est pour les productions accessoires de ces usines d'armement: tracteurs, moteurs, engins de construction, boîtes de vitesse, appareils hydrauliques», un geste «romantique» et lourd de conséquences selon Lubomir Liptak, «Les trois "conversions" de la Slovaquie», *Le débat*, vol. 76, septembre-octobre 1993, p. 44.

Mečiar, même s'il l'avait voulu, n'aurait pas pu endosser la défroque de l'ancien régime et s'inscrire dans une pratique postcommuniste plutôt que de suivre une orientation libérale, cible de ses critiques les plus mordantes pendant la campagne électorale de l'été 1992.

Le rythme des réformes est certes resté plus lent en Slovaquie qu'en Bohême-Moravie. Mais l'idée d'une troisième voie ou d'une économie mixte pour infléchir le cours de la transition vers l'instauration d'une économie de marché n'a pas refait surface. Peut-être aussi est-ce dû à l'attrait du triangle de Višegrád, vite transformé en carré pour accommoder les deux États successeurs de la Tchécoslovaquie aux côtés de la Pologne et de la Hongrie. Le fait est là: ce qui a prévalu dans la politique économique du nouvel État, c'est l'orientation vers l'Ouest. Le retour à l'Europe est devenu le leitmotiv de la politique slovaque. Et à Bratislava comme à Prague ou à Varsovie, il n'est question que des conditions à remplir et des gestes à éviter pour démontrer la bonne volonté du régime et accélérer l'intégration souhaitée à l'Eldorado de la Communauté européenne.

Force est de reconnaître que, compte tenu des difficultés rencontrées par des pays tels que la Roumanie, l'Ukraine, les États de l'ex-Yougoslavie et la grande Russie elle-même, la solution de remplacement d'une politique de transition vers l'économie de marché n'est pas réjouissante. Mečiar l'a vite compris et a tôt fait d'oublier ses promesses de retour à des politiques strictement protectionnistes ou à ses propos teintés de nostalgie à l'endroit de l'ancienne économie socialiste. Le retard de la Slovaquie sur la République tchèque est indéniable. Cependant, même compte tenu du ralentissement évident de la privatisation de l'économie, ce retard est moins attribuable à la politique suivie qu'aux différences de structure des deux économies qui rendent l'une plus difficile à bouger que l'autre.

Ce qui a changé depuis 1993, c'est que la Slovaquie peut adopter son propre rythme, élaborer sa politique économique en fonction de ses conditions distinctes et, surtout, s'engager volontairement dans un processus de réforme qui n'apparaisse plus comme une configuration extérieure imposée depuis Prague, au mépris des intérêts de Bratislava. La Slovaquie reste le membre le plus faible du groupe de Višegrád; son statut de république à part entière lui donne néanmoins la possibilité d'exprimer ses besoins comme elle l'entend et de régler elle-même son pas plutôt que de rester dans l'ombre de sa voisine tchèque. Sur le plan économique, le nouvel État se situe donc clairement dans le camp des pays de l'Europe centrale, où la transition vers une économie de marché de type libéral est résolument engagée sur la base d'une volonté de se

conformer aux cadres institutionnels en vigueur dans le cercle de l'Europe des douze.

Mais qu'en est-il de la configuration politique? Sur ce point surtout, plusieurs analystes ont craint que la fondation du nouvel État ne s'appuie sur la réhabilitation de la République clérico-fasciste de Tiso et n'implique un repli sur un passé historique douteux, revendiqué au nom de la continuité de l'identité nationale⁶. Car, contrairement aux pays tchèques, manifestement présents au cœur de la construction de l'humanisme européen, la Slovaquie a du mal à retrouver dans son passé les promesses d'une haute culture.

Dans le cas de la Bohême, les hauts faits du roi Charles, la création de l'une des plus anciennes et des plus prestigieuses universités européennes dès le XI^e siècle, la beauté de Prague, «capitale magique de l'Europe⁷», et une longue lignée de héros depuis Jan Hus jusqu'à Havel, en passant par Comenius et Masaryk, tissent la trame d'une histoire glorieuse et exaltante. La nation tchèque a ses modèles et n'a même pas à recourir au mythe pour ancrer historiquement sa renaissance. Le cas de la Slovaquie est différent: il relève plutôt de ces cultures vernaculaires en mal de reconnaissance, reléguées par Ernest Gellner au bas de la hiérarchie des formations ethniques du nationalisme de type Habsbourg⁸. Dans ce genre de compétition pour l'accès à l'éducation et au pouvoir, la Slovaquie pouvait se réclamer de sa filiation au royaume de la Grande-Moravie au bas Moyen Âge, mais ne pouvait ensuite que rappeler une longue histoire d'assujettissement à une domination hongroise qui s'exerçait sur des communautés paysannes maintenues dans l'ignorance.

C'est sa parenté linguistique avec la nation tchèque voisine, qui donnera l'occasion à la communauté slovaque, à la fin de la Première Guerre mondiale, d'appuyer ses revendications au statut de nation pour secouer la tutelle du Royaume de Hongrie. La nation tchèque avait alors plusieurs longueurs d'avance, puisqu'elle avait bénéficié de conditions plus libérales sous la domination autrichienne dans l'Empire austro-hongrois, pour former une élite parlementaire locale et jeter depuis l'exil, sous la gouverne de Masaryk, les bases d'une union politique viable avec la petite nation slovaque, commodément redécouverte pour la circonstance.

6. Voir en particulier l'article de Lubomir Liptak, «Slovaquie: l'ombre de six années s'étend sur un demi-siècle», *La nouvelle alternative*, vol. 32, décembre 1993, p. 37-39.

7. Selon l'expression d'André Breton.

8. Ernest Gellner, *Nations et nationalisme*, Paris, Payot, 1983. Voir en particulier le chapitre 7 sur les types de nationalisme.

Un malentendu prolongé

Dès le départ, le modèle de formation de l'unité tchécoslovaque s'instaure sur un malentendu entre sa fraction tchèque, fortement majoritaire, et sa fraction slovaque, minoritaire. L'ouverture réelle du côté tchèque n'allait pas jusqu'à considérer la nation slovaque comme égale, sinon sur le plan purement formel des déclarations d'intention. Dans l'esprit de Masaryk, président fondateur de la Tchécoslovaquie, la reconnaissance de la nation-sœur et des droits individuels des Slovaques n'était qu'une étape vers la fusion dans une nation tchécoslovaque unique. C'est ainsi qu'il s'en expliquait dans une entrevue avec un journaliste français en 1921:

Il n'y a pas de nation slovaque. C'est une invention de la propagande magyare. Les Tchèques et les Slovaques sont frères... Seul le niveau culturel les sépare. Les Tchèques sont plus avancés que les Slovaques, maintenus systématiquement dans l'ignorance par les Magyars. Nous ouvrirons des écoles slovaques. Il faut attendre les résultats; dans une génération, il n'y aura pas de différence entre les deux branches de notre famille nationale⁹.

Confronté à «une petite faction slovaque rêvant de Dieu sait quelle indépendance pour la Slovaquie», Masaryk signera l'Accord de Pittsburg sans hésitation au printemps 1918, puisqu'il s'agissait dans son esprit d'un accord temporaire entre exilés tchèques et slovaques, qui serait ensuite repris par les instances représentatives compétentes et que cet accord indiquait la marche à suivre «de toute manière¹⁰».

La conception tchèque de l'unité nationale visait bel et bien l'homogénéisation aussi bien culturelle que politique. Du modèle oriental de construction de la nation par juxtaposition et surtout par hiérarchisation des groupes nationaux, on passait au cadre occidental, fondé sur l'égalité des droits individuels et la centralisation progressive de l'administration d'un territoire commun¹¹. Démocrate

9. Entrevue de Masaryk avec le *Petit Parisien*, le 14 septembre 1921. Cité dans Carol S. Leff, *National Conflict in Czechoslovakia. The Making and Remaking of a State, 1918-1987*, Princeton, Princeton University Press, 1988, p. 152.

10. T.G. Masaryk, *Memories and Observations 1914-1918*, New York, Frederic A Stokes, 1927, p. 220.

11. Sur les types occidental et oriental du nationalisme, voir John Plamenatz, «Two Types of Nationalism» dans E. Kamenka (dir.),

convaincu mais strict partisan des bases individuelles de l'accès à la citoyenneté, Masaryk tablait sur le temps pour convaincre les Slovaques et les entraîner sur le terrain du tchécoslovaquisme. Son attitude ne peut nous choquer, puisqu'elle était tout à fait conforme à l'approche la plus progressiste de la construction de l'État-nation à son époque, une conception que n'hésite pas à reprendre encore aujourd'hui un Jacques Julliard indigné, certes, par les méthodes mais non par l'objectif des Serbes dans leurs guerres avec les États successeurs de la Yougoslavie. Dans cette optique, la recherche de l'homogénéisation culturelle et politique reste l'optimum à réaliser. Comme l'écrit Julliard:

La réunion de tous les Serbes en un même territoire n'a rien en soi de choquant, mais quand elle se heurte à la présence d'autres nations sur ce même territoire, avec des droits historiques équivalents, la guerre et le massacre sont inévitables(...) car ce qui est inadmissible, ce n'est pas en soi l'idée d'homogénéisation. Du creuset américain au modèle français d'intégration, les exemples sont là, nombreux, pour démontrer que c'est même en général la meilleure solution. Mais ce qui est inadmissible, ce qui soulève le cœur de dégoût, ce sont les procédés proprement fascistes utilisés par les Serbes pour y parvenir. L'idée de l'État-nation vise à une intégration progressive, en aval, par adjonction d'éléments disparates, sur la base d'un mutuel consentement à une éducation et à des lois communes. L'idée ethnique – le panserbisme par exemple – vise à une homogénéisation en amont, par soustraction des éléments hétérogènes, sur la base de la violence et de la culture des différences¹².

L'attente masarykienne d'un « rapprochement » entre les deux composantes de la nation sous l'impact de la modernisation de la Slovaquie se heurterait, nous le savons maintenant, à l'indéfectible volonté des Slovaques de poursuivre leur « rêve » d'identité nationale et à l'obstination tchèque de construire un État tchécoslovaque

Nationalism, the Nature and Evolution of an Idea, Canberra, Australian University Press, 1973.

12. Jacques Julliard, *Ce fascisme qui vient*, Paris, Seuil, 1994, p. 142-143.

unitaire sous la tutelle de la nation la plus éclairée. Le malentendu irait s'accroissant. Déjà la Constitution de 1920 est centralisatrice et ne s'embarrasse plus du trait d'union pour écrire le mot Tchécoslovaquie, contrairement à l'usage établi dans les traités de paix et les documents officiels entre 1914 et 1918¹³. Les minorités allemandes, ruthènes ou magyares sont protégées en vertu de traités internationaux, mais la question slovaque devient rigoureusement interne, ce qui vaudra au dirigeant populiste slovaque, l'abbé Andrej Hlinka, d'être emprisonné pendant six mois, avant son élection au parlement en 1920. Son crime: avoir conduit une délégation séparée pour tenter de faire entendre le point de vue slovaque auprès des alliés à la Conférence de Paris en août 1919¹⁴. Des alliés qui se souciaient si peu de la nation slovaque qu'ils avaient reconnu la Tchécoslovaquie avant même que le Conseil national slovaque ait pu se prononcer sur son adhésion au nouvel État...¹⁵

À l'automne 1938, dans la foulée des Accords de Munich et de l'arbitrage de Vienne qui rendait à la Hongrie huit arrondissements slovaques, la Slovaquie, menacée par les troupes magyares et polonaises massées à ses frontières, devenait un État autonome en arrachant l'accord de Prague, trop faible pour s'y opposer. Un accord vite suspendu, puisque, le 9 mars 1939, le gouvernement tchécoslovaque, mécontent de l'éviction de ses fonctionnaires par Bratislava et de l'interdiction faite aux Tchèques de présenter leur candidature à l'Assemblée slovaque, dissolvait le gouvernement de Monseigneur Tiso, proclamait l'état de siège et expédiait ses généraux en Slovaquie. Des centaines de Slovaques ont été arrêtés au nom d'un coup d'État appréhendé.

Furieux de ce qu'il taxait de «bouillonnement constant qui menace la paix et l'ordre¹⁶», Hitler en profita pour convoquer

13. Victor S. Mamatey et Radomir Luza (dir.), *La République tchécoslovaque 1918-1948. Une expérience de démocratie*, Paris, Librairie du regard, 1987 [1973], p. 116.

14. Voir S.J. Kirschbaum, *Slovaques et Tchèques. Essai sur un nouvel aperçu de leur histoire politique*, Paris, L'âge d'homme, 1987, p. 122 et Léon Noël, *La Tchécoslovaquie d'avant Munich*, Paris, IES, Publications de la Sorbonne, 1982.

15. Sur l'histoire de cette période, voir S.J. Kirschbaum et Carol S. Leff, *op. cit.* Voir également Joseph A. Mikus, *La Slovaquie dans le drame de l'Europe. Histoire politique de 1918 à 1950*, Paris, Les îles d'or, 1955 et A. Snejdarek, «La Tchécoslovaquie à la veille du traité de Munich: la situation intérieure», *Revue des études slaves*, Paris, vol. 52, nos 1-2, 1979, p. 141-152.

16. Cité dans J.A. Mikus, *op. cit.*, p. 115.

d'urgence Monseigneur Tiso à Berlin et le sommer de choisir «blitzschnell» (à la vitesse de l'éclair) entre une invasion hongroise immédiate et la proclamation de l'indépendance sous protection allemande. Tiso rentrera de justesse à Bratislava pour éviter l'infamie d'une proclamation de l'indépendance dans la capitale du Reich et obtenir, quelques heures après son retour le 14 mars 1939, un vote unanime des parlementaires slovaques en faveur de la séparation de la Tchécoslovaquie. Hitler annexera le lendemain la partie tchèque du malheureux pays, démembré sur son ordre.

D'un côté, les Slovaques, confrontés à des politiciens tchèques «incroyablement courts de vue et arrogants», de l'avis de l'ambassadeur britannique à Berlin, Sir Neville Henderson¹⁷, se voyaient coincés par l'Allemagne, telle «une grenouille dans la gueule d'un lion¹⁸». De l'autre, les Tchèques vivaient la sécession slovaque comme une impardonnable trahison. Beněš, par exemple, s'écria devant Hodza, dirigeant tchèque du Parti agraire slovaque: «Aucun Tchèque n'oubliera ceci. Pendant vingt ans, nous avons tout fait pour les Slovaques (...) et quand les choses ont tourné au pire pour nous, les Slovaques nous ont poignardés dans le dos¹⁹».

Après la guerre, le Parti communiste tchécoslovaque entérinera la version unilatérale de la collaboration clérico-fasciste d'un gouvernement slovaque fantoche²⁰ avec l'Allemagne nazie. L'honneur des Slovaques, sinon de leur nation, ne sera sauvé que par la glorification de leur soulèvement de deux mois contre leur gouvernement et contre l'armée allemande en août 1944. Et le

17. Neville Henderson, *Failure of a Mission*, Londres, p. 232. Cité dans J. A. Mikus, *op. cit.*, p. 112.

18. L'expression est de Monseigneur Tiso qui l'employa pour se défendre lors de son procès en mars 1947.

19. Propos rapportés dans C. S. Leff, *op. cit.*, p. 164.

20. Gustav Husak, alors à la tête de la résistance communiste slovaque, soulignait pourtant dans un rapport au Kremlin à l'été 1944 l'indéniable développement accompli pendant les six années d'indépendance formelle d'un État possédant «autant d'indépendance que peut avoir un petit État, surtout en temps de guerre». Cité dans S. J. Kirschbaum, *op. cit.*, p. 136. Voir également Yeshayahu Jelinek, *The Parish Republic. Hlinka's Slovak People's Party 1939-1945*, New York/Londres, Columbia University Press, 1976, qui conclut: «The independent Slovak state was a product both of the radical nationalism of the newly awakened people and of Nazi aggression. To describe it as merely a creation of Hitler's intrigues and as a tool of Germany would be as much a mistake as considering the local separatist aspirations alone». *Ibidem*, p. 132.

souvenir de la prospérité relative de la Slovaquie pendant ses six années d'existence séparée de son pendant tchèque, de 1939 à 1945, restera comme le refoulé d'une mémoire historique amputée de force par la censure.

En 1968, nouveau différend. Après la brève promesse de réconciliation nationale du Printemps de Prague, où la fronde communiste slovaque avait rejoint l'intelligentsia tchèque dans sa révolte contre la gérontocratie de Novotný, les deux nations s'opposent une fois de plus sur le projet de normalisation. L'attribution d'un statut fédératif à la Slovaquie que la direction unique du Parti vide de tout contenu autre que symbolique et fragmente la résistance en démobilisant sa branche slovaque²¹.

Le nationalisme de l'autre

Ce bref rappel historique permet de comprendre pourquoi la révolution de velours de 1989 a à son tour achoppé sur le différend ouvert depuis la création du pays entre les Slovaques et les Tchèques. En retrouvant la liberté, les Slovaques ont automatiquement repris un discours collectif identitaire que les Tchèques s'entêtaient à écarter comme s'il s'agissait d'une gêne surannée dans la formation d'un État-nation démocratique. Vu de Prague, le nationalisme slovaque serait né de l'«impression²²», d'avoir échangé, en 1918, l'étouffante domination hongroise contre la tutelle, paternaliste celle-là, de l'État tchécoslovaque. Pour parler comme le monsieur K d'Antoine Marès, personnage incarnant la position tchèque:

De quoi se nourrit ce nationalisme slovaque? De réminiscences empruntées à un passé équivoque? De sentiments naturels chez tout peuple frustré, à un certain stade de son développement, de ne pas se sentir maître de son destin? De manipulations qui viseraient à empêcher la mise sur pied d'États structurés et cohérents? De la volonté de certaines «élites» d'échapper à l'épuration décidée par la loi fédérale du 4 octobre 1991? De l'impression

21. Sur ce point, voir l'étude de Robert W. Dean, «National and Political Change in Eastern Europe: The Slovak Question and the Czechoslovak Reform Movement», Denver, University of Denver, *Monograph Series in World Affairs*, vol. 10, no 1, 1972-1973, 67 p.

22. Antoine Marès, «Croquis pragoïse», *Commentaire*, vol. 57, printemps 1992, p. 195.

provoquée par l'effondrement industriel des derniers mois dans une Slovaquie qui, avec un tiers de la population de l'État, représente la moitié du chômage national²³?

Rejetant le particularisme slovaque et ne percevant au contraire aucune rupture entre leur propre culture et le raccord aux valeurs dites universelles de la civilisation occidentale, les Tchèques croyaient fermement que le retour de la Tchécoslovaquie à l'Europe ne pouvait passer que par la «tchéquité», fontaine de l'humanisme depuis la Renaissance et figure contemporaine de l'esprit démocratique²⁴. Le nationalisme slovaque leur apparaissait comme une survivance consternante d'une fixation archaïque à l'ethnicité²⁵. Même Havel, qui accordait à ses compatriotes slovaques le droit à l'autodétermination, n'arrivait pas à concevoir comment l'indépendance pourrait leur apporter «quoi que ce soit de bon» et s'enfermait dans l'alternative entre une fédération centralisée et l'existence de deux États séparés²⁶. Il décrivait sa propre nationalité en continuité directe avec sa «tchéquité» comme sa «masculinité»²⁷, mais refusait aux Slovaques une solution confédérale, la seule pouvant leur offrir le type de passage harmonieux reliant nationalité et citoyenneté entre les cercles concentriques de l'identité tchèque,

23. *Ibidem*, p. 196.

24. Sur cette question, voir Ján Patočka, *L'idée de l'Europe en Bohême*, Grenoble, Jérôme Millon, 1991. Tout en rejetant une philosophie de l'histoire qui conçoive la nation tchèque dans le droit fil de la société traditionnelle de Bohême, Patočka légitimait cependant l'existence d'une «continuité de l'engagement ou de l'exemple moral»: «Il y a bien lieu, écrivait-il, de parler de l'**esprit foncièrement démocratique** de la nation tchèque, et, jusqu'à un certain point, (on notera la restriction), de la nation slovaque aussi», *Ibidem*, p. 131.

25. Pour l'exposition sans fard de ce point de vue, voir Jacques Rupnik, «Divorce à la tchécoslovaque», *Libération*, 11 juin 1992, p. 5.

26. Voir les pages consacrées à la question nationale dans ses *Méditations d'été*, Paris, Éditions de l'aube, 1992, p. 19 et ss., cité p. 27.

27. «Mon chez-soi est donc aussi ma façon d'être Tchèque, c'est-à-dire mon appartenance nationale, et je ne sens pas la moindre raison de la nier, parce qu'elle fait partie de mon chez-soi avec la même évidence que par exemple mon appartenance au sexe masculin. Et mon chez-soi n'est pas seulement le fait que je me sente Tchèque, mais également le fait que je sois «Tchécoslovaque», c'est-à-dire ma nationalité. Puis mon chez-soi, c'est aussi l'Europe et mon appartenance à ce continent et, finalement, cette planète, sa civilisation et le monde entier», écrivait-il, *ibidem*, p. 24.

tchécoslovaque, européenne, mondiale. Reconnaître la souveraineté de la nation slovaque n'était, pour Havel, qu'une façon de prolonger inutilement un processus de séparation inévitable²⁸:

Un État ne peut pas être à moitié commun et à moitié ne pas l'être. Les différentes confédérations et unions ont toujours existé brièvement; il s'agissait au fond de formations passagères (...). Si je comprends parfaitement les motivations historiques, sociales et psychologiques, morales et spirituelles des aspirations nationales slovaques, j'accepte beaucoup moins bien les manières dont certains (je souligne certains!) politiciens slovaques réagissent à ces aspirations, les renforcent, en tirent profit et les projettent dans leur activité politique²⁹.

Pas plus que ne le faisait l'ensemble des Tchèques progressistes, le président Havel ne laissait d'autre option à ses compatriotes slovaques que de se plier à la direction unitaire imprimée au gouvernement fédéral ou de porter l'opprobre de la séparation. Dans ces conditions, la Slovaquie, qui était larguée par Klaus comme un fardeau encombrant pour sa politique économique ultra-libérale, boudée par les chancelleries européennes et renvoyée à son face à face avec sa minorité hongroise, n'allait-elle pas succomber à la tentation de s'apitoyer sur son sort en cherchant partout à l'extérieur d'elle-même les raisons de sa victimisation? Et surtout, Mečiar n'allait-il pas profiter de ce sentiment d'abandon pour s'ériger en maître incontesté d'une nation à la dérive³⁰?

Dans un premier temps, ce scénario catastrophiste a semblé près de se réaliser³¹. Les Tchèques rompirent l'Union monétaire moins de deux mois après la séparation, alors qu'ils s'étaient engagés à la maintenir six mois, et réduisirent radicalement leurs échanges

28. *Ibid*, p. 38.

29. *Ibid.*, p. 34.

30. Sur le climat des premiers mois après l'indépendance, voir le reportage de Chandler Rosenberger, «Independent Slovakia. A New Country's Old Habits», *World Policy Journal*, vol. 10, no 3, automne 1993, p. 73-80.

31. Voir le bilan dressé par Sharon Fisher, «Slovakia: The First Year of Independence», *RFE/RL Research Report*, vol. 3, no 1, 7 janvier 1994, p. 87-91.

avec le nouvel État voisin³². Pendant ce temps, les réfugiés en provenance des Balkans affluaient, et des frontières que l'on avait voulu symboliques se resserraient comme un étau sur la jeune république, dont l'instabilité décourageait à juste titre les investisseurs étrangers. Dans ces conditions, la force de Mečiar pouvait s'affirmer: il plaçait ses hommes aux postes de commande, le clientélisme devenant principe de gouvernement; il se riait de l'impuissance d'une opposition fragmentée à l'extrême; il muselait largement la presse et n'hésitait pas à mousser le ressentiment nationaliste de la majorité slovaque en jetant divers boucs émissaires en pâture à l'opinion publique.

Coup sur coup, Mečiar accusa la République tchèque de briser les accords de préséparation et refusa aux quelque 600 000 Slovaques de nationalité hongroise le droit d'afficher en hongrois le nom d'origine de leurs villages plutôt que la traduction de leur appellation slovaque et celui des Hongroises de rejeter l'ajout de la finale *ová* à leur nom, quitte à enfreindre les règles de la grammaire slovaque. Et surtout, il désigna les Roms à la vindicte publique en les reliant systématiquement à l'augmentation de la criminalité et de la consommation de drogue. En septembre 1993, il ira jusqu'à déclarer qu'il s'imposait de réduire les allocations familiales afin de décourager «la reproduction extensive des inadaptés sociaux et des personnes mentalement retardées», propos qui, dans le contexte de son discours, s'appliquaient manifestement à la population tsigane³³. La stigmatisation de la minorité rom prit une coloration d'autant plus inquiétante qu'elle s'appuyait sur des précédents extrêmes, tels que l'établissement d'un couvre-feu dirigé expressément contre elle par une ville comme celle de Spisske-Podhradie. Le conseil municipal y avait recruté 4 000 volontaires pour imposer le respect du couvre-feu, et le maire refusant de rappeler son ordre malgré l'intervention du vice-premier ministre, qui était inquiet des réactions du Conseil de l'Europe, il ne fallut rien de moins qu'un vote du parlement et la

32. À la fin de l'année 1993, les Slovaques avaient dû faire face à une diminution de 30 à 40% de leurs échanges commerciaux avec la République tchèque. Voir Ben Slay, «The Macro-Economics of Transition in Eastern Europe», *RFE/RL Research Report*, vol. 3, no 1, 7 janvier 1994, p. 139-140.

33. Voir l'analyse détaillée du discours de Mečiar par Sharon Fisher, «Romanies in Slovakia», *RFE/RL Research Report*, vol. 2, no 42, 22 octobre 1993, p. 58.

promesse de renforcer les forces policières locales pour que la mesure soit finalement déclarée inconstitutionnelle³⁴.

Et pourtant, le bilan des premières années d'indépendance de la Slovaquie n'indique pas la fermeture attendue sur un repli identitaire. Les débordements xénophobes suscitent de vives protestations, et la Slovaquie a réitéré ses engagements à respecter les droits de la personne et la protection des droits des minorités sur son territoire. Si le traité signé au printemps de 1995³⁵ entre la Slovaquie et la Hongrie, traité intégrant la fameuse résolution 1201 du Conseil de l'Europe sur le respect de l'autonomie culturelle des minorités, est ratifié³⁶, Mečiar lui-même sera devenu l'artisan du pluralisme culturel dans la jeune République. Malgré ses propensions à la démagogie et son art de la magouille, il n'a en effet d'autre choix stratégique que de poursuivre une politique résolument proeuropéenne et de piloter la construction d'une démocratie de type libéral.

Ce n'est d'ailleurs pas un accident si l'opposition au premier ministre est venue du secteur des Affaires étrangères en la personne du ministre Milan Knazko, en mars 1993, avant de se cristalliser autour du président de la République, Michal Kováč, expert en finance, économiste à la Banque tchécoslovaque d'État pendant plusieurs années et ex-ministre slovaque du Trésor de 1989 à 1992. À partir du moment où la Slovaquie a cessé d'être une partie de la Tchécoslovaquie, le centre d'attention de la politique s'est déplacé des éternelles récriminations contre Prague pour s'axer sur un nouvel objectif central, accessible à court terme, celui de l'admission au Conseil de l'Europe, instrument *sine qua non* de la modernisation du pays.

34. *Le Monde*, 14 juillet 1993, et Sharon Fisher, *loc. cit.*, p. 57. Il convient de signaler que de nombreux restaurants et commerces tchèques interdisent l'admission aux Tsiganes et que plusieurs municipalités de la République tchèque n'ont pas hésité à adopter des règlements restreignant la liberté de mouvement des Tsiganes. *Ibid.*, p. 58.

35. Le texte du *Traité entre la République de Hongrie et la République slovaque sur les rapports de bon voisinage et la coopération amicale*, signé à Paris le 19 mars 1995, a été reproduit dans le *FBIS-EEU-95-056* du 23 mars 1995.

36. Le Parti national slovaque, l'une des principales formations de la coalition gouvernementale, s'oppose fermement à la reconnaissance des droits collectifs de la minorité hongroise. C'est donc du côté de ses alliés que Mečiar rencontre cette fois un adversaire particulièrement coriace, et il lui faudra naviguer entre ses propres troupes et l'appui d'éléments de l'opposition pour ajouter ce vote historique à son blason européen.

Le virage européen

Knazko, Kováč et Moravčík, lui aussi ministre des Affaires étrangères avant de succéder à Mečiar comme premier ministre de la nouvelle coalition gouvernementale en mars 1994, étaient apparus sur la scène, mais dans l'ombre de «l'homme fort de la Slovaquie» et en qualité de seconds. Tous trois ont fait preuve d'indépendance d'esprit et de sens civique et rogné progressivement l'autorité de Mečiar. Ce sont eux d'ailleurs qui ont ameuté le Parlement contre les politiques antieuropéennes ou antidémocratiques de Mečiar.

En février 1993, Knazko, chassé de son ministère, a dénoncé le style dictatorial de Mečiar et déserté le parti gouvernemental avec un premier groupe de huit députés, fragilisant ainsi la coalition gouvernementale. Assumant la présidence en mars, Kováč restera d'abord plutôt discret mais dès l'été 1993, de fortes tensions se manifesteront entre lui et le premier ministre, toujours à propos de la politique étrangère, mais plus particulièrement quant au traitement réservé aux minorités hongroise et tzigane. À titre de président, Kováč entendait se poser comme médiateur et temporisateur et visait à assumer pleinement le rôle de champion de la Constitution et donc de promoteur de l'égalité en droit de tous les citoyens de la Slovaquie, y compris les membres des minorités nationales. Il se voulait le garant de la révision des lois de la république pour se conformer rigoureusement aux conditions³⁷ d'admission du pays au Conseil de l'Europe, conditions définies le 30 juin 1993.

À mesure que le temps passait, il devenait plus clair que les déclarations intempestives du premier ministre contre les Tsiganes ou ses projets de redécoupage administratif du sud de la Slovaquie pour noyer la représentation politique de la minorité hongroise ne rencontraient pas l'assentiment du président. La distance se creusait entre eux, et les tensions feutrées se sont muées en un conflit ouvert. Le choc se produisit quand le président refusa d'entériner le choix que fit Mečiar d'Ivan Lexa comme ministre de la Privatisation. Lexa se trouvait en conflit d'intérêts parce que son père présidait le

37. Le rapport présenté au Parlement lors de la ratification de l'accord d'association avec la Communauté européenne, et adopté par 112 voix pour et une abstention, énumère les engagements suivants: stabilité de la démocratie, construction d'un État de droit, respect des droits de la personne et protection des minorités ethniques. Voir *FBIS*, 16 décembre 1993, p. 21.

plus important fonds de privatisation, le Fonds de privatisation Harvard³⁸.

Depuis, la présence du président au centre de l'activité politique n'a fait que s'affirmer. C'est lui qui a permis d'éviter un dérapage ethnique face à la revendication d'autonomie régionale faite par la région hongroise du sud de la Slovaquie. Alors que Mečiar jetait de l'huile sur le feu en refusant toute discussion sur le sujet et qu'il assimilait à un «crime» contre l'intégrité du territoire le rassemblement à Komaňo des maires et des notables hongrois en janvier 1994³⁹, Kováč chercha activement des formules de décentralisation administrative satisfaisantes à la fois pour la majorité hongroise de la région et pour la minorité slovaque qu'il fallait également protéger. Il s'insurgea toutefois contre l'adoption du «principe ethnique» comme fondement de l'existence d'une «province hongroise» ou comme raison de réclamer l'autogestion des villages hongrois⁴⁰. Il insista pour traiter «dans une atmosphère pacifique» des problèmes qui ne pouvaient être résolus par la force et qu'il fallait régler au Parlement dans un climat de coopération avec les députés représentant les minorités hongroises. À cette fin, dès novembre, il convoquait une table ronde des délégations de toutes les minorités nationales et tentait d'instaurer un dialogue constructif avec elles sur le mode de la «conversation d'affaires».

Mais c'est dans son discours du Nouvel An 1994, et surtout dans son premier «Discours sur l'état de la République» prononcé en Chambre le 8 mars, que Kováč prit ouvertement la tête d'une véritable fronde parlementaire en exigeant l'élargissement de la coalition gouvernementale, quitte à forcer le départ du premier ministre Mečiar, rendu responsable de l'instabilité politique et de la détérioration de l'image de la Slovaquie à l'étranger⁴¹. Se réclamant ouvertement de l'esprit démocratique de «Novembre 1989», le président soulignait le caractère unique du moment historique en

38. Voir le *RFL/RL News Brief* du 8 au 12 novembre 1993.

39. «Slovakia has a united territory and the citizens have a uniform citizenship, therefore any attempt to divide the territory borders on crime», déclarait-il à la télévision le 14 décembre. Voir *FBIS*, 16 décembre 1993, p. 17. Le texte des accords de l'assemblée de Komaňo, tenue le 8 janvier, a été reproduit dans le *FBIS* du 27 janvier 1994, p. 10-15. Quant aux déclarations de Mečiar, on peut en trouver d'autres exemples dans le *FBIS* du 20 décembre 1993, p. 16-17 et du 12 janvier 1994, p. 15.

40. Voir *FBIS*, 16 décembre 1993, p. 17-18 et 23 décembre, p. 12.

41. Le texte de ces deux allocutions présidentielles a été publié dans le *FBIS* du 7 janvier 1994, p. 8-10 et du 10 mars 1994, p. 4-8.

cours et invitait tous les Slovaques à participer à la construction de leur État commun «indépendamment de leur nationalité, de leur religion ou de leur affiliation partisane», de façon à garantir la primauté de la loi sur «l'entêtement et le manque de scrupules», et celle de la conscience civique sur «l'impunité et la corruption⁴²».

Une partie à suivre

Le parler vrai, caractéristique de l'éthique de Havel et de la dissidence tchécoslovaque, a refait surface pour trouver dans ce banquier devenu président de la République slovaque un porte-parole inattendu. Rappelant aux députés qu'ils s'étaient promis en novembre 1989 de se dire la vérité, il dénonça la permanence des mauvaises habitudes héritées du système totalitaire:

The further we are from the memorable November 1989, the more apparent it is that the chronic economic crisis, and also the repeated crisis phenomena in political life, are a part of deeper processes that affected the countries of the Soviet bloc after its disintegration (...). As a result of this, below-standard and hybrid conditions of life came into being in the countries of Central and East Europe, which, in a certain sense, also surprised Western experts and politicians. They called this hitherto unknown and, in its own way, incomprehensible fact postcommunism. In its substance, it remains the continuing version of state society, where the material and spiritual sources of dynamism have been exhausted⁴³.

Mečiar cherchera à discréditer le président en lui reprochant de s'entourer de conseillers opposés à la division de la Tchécoslovaquie et d'outrepasser ses pouvoirs. Son cabinet tentera à la fois de récupérer le renvoi aux valeurs européennes et de se draper dans sa dignité nationaliste outragée pour reprocher au président Kováč une conduite «contradicting European standards and human ethics going beyond the constitutional powers of the president of the Republic more so because this Cabinet deserves credit for the

42. «Kováč Looks Back on First Independent Year», *FBIS*, 7 janvier 1994, p. 8.

43. «Kováč Gives 'State of Republic' Speech», *FBIS*, 10 mars 1994, p. 4.

formation of the independent and sovereign Slovak Republic and bears main responsibility for its development⁴⁴». Mais en attendant le verdict des urnes, c'est le président qui a gagné cette manche. Mečiar n'a pas réussi à imposer une loi qui forcerait les députés désireux de changer d'allégeance partisane en cours de mandat à démissionner de leur poste. Il a plutôt provoqué ce qui semblait impensable quelques mois auparavant, soit une coalition entre les ex-communistes de Peter Weiss, le parti démocrate-chrétien de Ján Čarnogurský et dix-huit députés rebelles de sa propre formation, dégoûtés de ses méthodes et de son autoritarisme.

La nouvelle coalition gouvernementale dirigée par Moravčík était fragile, comme l'a démontré le succès électoral de Mečiar six mois plus tard, mais sa simple existence témoigne de la distance parcourue pour fonder la politique de l'État naissant sur la compétence, le respect de la légalité et une pratique démocratique conséquente. L'urgence de résoudre la crise politique et économique oblige la Slovaquie à aller de l'avant, de crainte de devenir le «paria de l'Europe», selon le mot très dur de Čarnogurský⁴⁵. Loin d'être un cas d'exception, le langage du président a fait école, ce dont témoigne le rapport extrêmement franc de Moravčík sur l'état de la politique étrangère, présenté au Parlement le 2 février 1994 alors que Moravčík était ministre des Affaires étrangères⁴⁶. En témoigne aussi le ton de déclarations comme celle du ministre de la Défense de l'époque, Kanis, en visite à Budapest:

A more civilized political conduct is required than the one we had so far. It applies to both Slovak and foreign politicians. It would be important that the small countries established on the territories of former federations give up nationalism. Nationalism implies isolation in this region. Slovakia will be open

44. Voir le *FBIS* du 10 mars 1994, p. 8-9.

45. Voir le *FBIS* du 11 mars 1994, p. 13.

46. Ce rapport a été publié dans *Slovenský Denník* entre le 3 et le 9 février 1994 et il a été reproduit dans le *FBIS*, entre le 8 et le 25 février 1994. On y trouve même cette perle sur les rapports entre le Canada et la Slovaquie: «Despite the status of Canada in the world, the Slovak Republic's relations with this country at the highest level (...) have been only sporadic. That was due, in particular, to the perception of the Slovak Republic as the destroyer of the common state and to the drawing of parallels with the efforts of Quebec to gain independence within the framework of the Canadian federation». Fourth Installment of Moravčík's Policy Report, *FBIS*, 24 février 1994, p. 11.

in the future and we will devote special attention to the cooperation between the member states of the Višegrád Four⁴⁷.

La rupture avec un repli sur l'ethnicité slovaque au profit d'une culture de la citoyenneté ouverte est donc manifeste, ne serait-ce que chez ce noyau de politiciens qui forment l'opposition avec laquelle doit compter Mečiar depuis la formation de son nouveau gouvernement en novembre 1994. Malgré ses visées hégémoniques, il aura fallu à l'homme fort de la Slovaquie, qui s'appuyait pourtant sur un formidable réseau de patronage, plus d'un mois pour former une coalition gouvernementale viable. En fait, ses velléités de domination se heurtent non seulement aux prérogatives du président Kováč qui résiste héroïquement aux pressions de tous ordres pour le forcer à démissionner, mais aussi à des jugements de cour et à des décisions indépendantes d'institutions qui commencent à réaliser l'extension de leur mandat dans le cadre d'un État de droit. Cette évolution marque la naissance d'un courant démocratique, encore fragile certes, mais que n'attendaient pas les analystes convaincus, comme Havel lui-même, que sans le compagnonnage, pour ne pas dire le patronage tchèque, la volonté légitime d'autonomie des Slovaques fomenterait «le nationalisme primaire et xénophobe qui l'accompagne et dont les conséquences peuvent s'avérer suicidaires»⁴⁸. Loin de se complaire dans l'état jugé infantile par Havel d'une position de victimisation à la recherche d'un «traitement particulier»⁴⁹, la Slovaquie semble vouloir sortir de la passivité pour se construire comme une société moderne et responsable. C'est ce que constatait Kováč un an après la naissance du nouvel État: «I have been delighted that, apart from the newly established state institutions, hundreds of civic initiatives, associations, and nongovernmental organizations, usual in developed societies, have been registered in the first year»⁵⁰.

C'est cette relance de l'initiative civique qui constitue, sans conteste, le résultat le plus prometteur du processus d'accès à la souveraineté et de la construction par les Slovaques eux-mêmes, et sous leur direction, d'une société démocratique conforme à leurs aspirations et à leur identité propres. À côté de la tentative de Mečiar

47. Propos prononcés à Radio-Kossuth et reproduits dans le *FBIS* du 23 mars 1994, p. 15.

48. Václav Havel, *Méditations d'été*, op. cit., p. 22.

49. *Ibidem*, p. 37.

50. Voir *FBIS*, 7 janvier 1994, p. 7.

de rétablir les liens de clientélisme de l'ancien régime, il existe une autre tendance chez certains membres d'une opposition de plus en plus consciente de ses droits. Cette opposition s'appuie sur la multiplication récente des accords de coopération et des traités internationaux, dont plusieurs ont été signés par Mečiar lui-même, pour ouvrir systématiquement le jeu politique «in addressing the problems of contemporary society and with the aim of improving ethnic relations in the Slovak Republic» en relation constante avec les forces politiques représentatives de la minorité hongroise par exemple, restées à l'extérieur du cabinet⁵¹.

Le mouvement résolument «pragmatique» lancé par des parlementaires qui rejettent l'appellation de «déserteurs du HZDS de Mečiar» et se posent plutôt, avec l'ensemble de leurs compatriotes, en «déserteurs du totalitarisme»⁵² marque le début du processus de sortie de la Slovaquie du postcommunisme. Le raccord à l'Europe d'après Maastricht n'est pas complété, loin s'en faut, mais la volonté d'une fraction considérable de l'élite politique de la jeune République slovaque indépendante de s'inscrire dans un processus de transition vers la démocratie commun à l'ensemble des pays de l'Europe centrale ne laisse plus de doute. Mečiar lui-même n'a-t-il pas intégré à sa rhétorique la référence constante aux «standards» européens?

Conclusion

La partie n'est pas jouée. La soif de pouvoir de Mečiar, tribun du nationalisme slovaque et leader populiste qui a vite découvert les vertus du «bon patronage», pèse encore lourd. Il a arraché au président le contrôle de l'escouade de la sécurité de l'État et en a confié le commandement à Ivan Lexa, l'un de ses hommes liges. Il ralentit ou accélère le programme de privatisation des entreprises afin de renforcer la position de ses alliés, et ses pressions pour juguler l'indépendance des médias n'ont rien de subtil. À force de consolider sa position, l'habile premier ministre pourrait bien s'incruster. De même, malgré le choix du 29 août, date du début de l'insurrection de 1944, comme jour de la Fête nationale, le débat autour du sombre héritage de la République «indépendante» de Monseigneur Tiso n'est pas clos. Mais d'ores et déjà, le fait que le président Kováč et plusieurs de ses compatriotes revendiquent Novembre 1989 comme

51. Le texte de l'accord a été reproduit dans le *FBIS* du 29 mars 1994, p. 14-16.

52. Voir l'entrevue avec Milan Knazko, président du parti de l'Alliance démocrate et l'un des principaux leaders de la coalition dans le *FBIS* du 1 avril 1994, p. 12-13.

moment fondateur du nouvel État démocratique indique de quelle manière la continuité pourrait primer sur le ressentiment. Cela pourrait également amener les Slovaques à concevoir leur identité nationale sur le mode de l'ouverture, tout comme le font les Tchèques, et en s'appuyant comme eux sur les temps forts de leur histoire commune.